



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Transformation et rénovation d'un bâtiment communal en halle couverte et locaux techniques

Commune de ROTHERENS

Commune de Rotherens

52 rue de la mairie

73110 ROTHERENS

Tél. : 04.79.25.78.07

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
2 - Pièces contractuelles.....	3
3 - Intervenants.....	3
3.1 - Maîtrise d'œuvre	3
3.2 - Conduite d'opération	3
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
3.4 - Contrôle technique	4
4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Délai global d'exécution des prestations	5
4.2 - Délais d'exécution	5
4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	4
5 - Prix	5

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix.....	6
5.3 - Répartition des dépenses communes	6
6 - Garanties Financières.....	6
7 - Avance.....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement.....	7
8.4 - Paiement des cotraitants.....	7
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations	8
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	8
9.2 - Implantation des ouvrages	8
9.2.1 - Piquetage général	8
9.3 - Préparation et coordination des travaux.....	8
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	8
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	9
9.3.3 - Registre de chantier	9
9.4 - Etudes d'exécution	9
9.5 - Installation et organisation du chantier.....	9
9.5.1 - Installation de chantier.....	9
9.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais	9
9.5.3 - Application de réglementations spécifiques.....	9
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	9
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier	9
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	9
9.6.3 - Documents à fournir après exécution	9
9.7 - Réception des travaux	9
9.7.1 - Dispositions applicables à la réception.....	9
9.7.2 - Epreuves concluantes	10
10 - Garantie des prestations.....	9
11 - Pénalités.....	9
11.1 - Pénalités de retard	10
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	10
11.3 - Autres pénalités spécifiques	10
12 - Assurances	10
13 - Résiliation du contrat	10
13.1 - Conditions de résiliation	10
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
14 - Règlement des litiges et langues	11
15 - Dérogations	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Transformation et rénovation d'un bâtiment communal
en halle couverte et locaux techniques

Lieu d'exécution : 83 route des prés communaux 73110 ROTHERENS

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 8 lots :

Lot(s)	Désignation
01	DESAMIANPAGE
02	GROS-OEUVRE
03	CHARPENTE BOIS
04	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
05	SERRURERIE
06	CARRELAGE-FAIENCES
07	SOLS RESINE
08	ELECTRICITE

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les dispositions communes à tous les lots
- Le descriptif détaillé des ouvrages (DDO)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail estimatif (DE)
- Tout ou partie du mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre et le cas échéant, les réponses aux demandes de précisions apportées par le candidat dans le cadre de l'analyse de son offre, si le maître d'ouvrage en décide ainsi.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU)

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :
ARLINE ARCHITECTE
30 IMPASSE DES BELLEDONNES
73800 LAISSAUD

3.2 – Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

ALPES CONTROLES

286 rue de la Briquerie 73290 LA MOTTE SERVOLEX 04 79 68 77 30

3.4 – Contrôle Technique

Le contrôle technique est assuré par :

ALPES CONTROLES

286 rue de la Briquerie 73290 LA MOTTE SERVOLEX 04 79 68 77 30

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Délai global d'exécution des prestations

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 30 jours qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux. Cette période de préparation débute à compter de la notification du marché.

Au-delà de cette période de préparation, le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des travaux des 8 lots est de 6 mois maximum.

La date prévisionnelle de début d'exécution des travaux est fixée au 25/08/2025.

Les travaux doivent être terminés en mars 2026 au plus tard.

4.2 - Délais d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Les délais d'exécution sont laissés à l'initiative du candidat mais ne pourront en aucun cas dépasser les délais plafond mentionnés à l'article 3 de l'acte d'engagement. Les délais fixés par l'entreprise sont contractuels et l'entreprise s'engage à les respecter sous peine de l'application des pénalités prévues dans le présent CCAP.

4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi en concertation avec les titulaires pendant la période de préparation du chantier. Il sera ensuite soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation. Il est ensuite notifié par ordre de service aux titulaires de tous les lots.

Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les titulaires concernés, le calendrier prévisionnel s'applique.

Le délai d'exécution des travaux propre à chacun des lots commence à courir à la date de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Au cours du chantier et avec accord des différents titulaires, le calendrier d'exécution pourra être modifié. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai global d'exécution des différents lots. Elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles du C.C.A.G..

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents.

L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié exactement les conditions d'exécution des prestations proposées et s'être, parfaitement rendu compte de leur nature et des sujétions qu'elles entraînent. A ce sujet, une attestation de visite du site devra être fournie lors de la consultation. Pour prendre rendez-vous : par courriel à mairie-rotherens@orange.fr ou au 04.79.25.78.07.

- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation.

Le prix porté à l'Acte d'Engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de toutes les prestations normalement incluses dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

Les prix remis par le titulaire doivent intégrer notamment les coûts induits par :

- les études d'exécution,
- les contraintes exposées aux dispositions communes à tous les lots, aux DDO et au présent CCAP.
- les sujétions pouvant résulter du respect des contraintes relatives à l'hygiène, à la sécurité et à la santé des travailleurs (voir notamment le guide de recommandations OPPBTP),
- toutes les incidences financières que pourraient engendrer les réglementations (nationales et/ou locales), normes et textes, lois, arrêtés, décrets, ordonnances, règlements, règles professionnelles, règlements sanitaires, des mesures nécessitées par la COVID 19.
- Lors de l'établissement de son offre, l'entreprise est tenue de demander tous les renseignements nécessaires pour s'assurer d'avoir bien identifié et estimé financièrement toutes les prestations explicitement définies dans le bordereau des prix ou dans les autres pièces du marché.
- Le silence du titulaire pendant la période de préparation de son offre suppose qu'il a effectué de lui-même toutes les vérifications nécessaires et qu'il a évalué sous sa responsabilité toutes les prestations et en a inclus le coût dans les prix du bordereau.
- Systématiquement, quand une tâche ou une prestation est prévue dans le CCAP ou le CCTP, sa rémunération est explicitement incluse dans un ou plusieurs prix du présent dossier, ou à défaut, forfaitairement dans l'ensemble des prix.
- L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'ensemble des prix prend notamment en compte les sujétions décrites au CCAP et est réputé couvrir également la rémunération des contrôles internes nécessaires à la réalisation de toutes les prestations du marché.

5.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = (TP01(d-3) / TP01(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

TP01 Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010

5.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

7 - Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans le code de la commande publique

7.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date de remise du mémoire définitif.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le

cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 21730217300018

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 - Implantation des ouvrages

Au lot gros oeuvre

9.2.1 - Piquetage général

Au lot gros oeuvre

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date de notification du marché.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 1 mois au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS peut adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 15 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire encourt une pénalité journalière calendaire fixée à 300,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

9.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

9.5 - Installation et organisation du chantier

9.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

9.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :
Décharge propre à l'entreprise.

9.5.3 - Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables : aucune

9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 300,00 € par jour de retard calendaire est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

9.7 - Réception des travaux

9.7.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du marché avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du marché.

9.7.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

10 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

11 - Pénalités

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

11.1 - Pénalités de retard

Lorsqu'un délai contractuel d'exécution partiel proposé par le candidat est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard calendaire et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 500,00 € par jour calendaire.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Est considérée comme une absence, un retard injustifié supérieur à 30 min après le début de la réunion.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise des plans d'EXE	Jour calendaire	200,00 €	Suivant date de remise convenue en réunion
Non remise des DOE	Jour calendaire	200,00 €	Au-delà d'un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux
Non repli des installations de chantier et remise en état des lieux	Jour calendaire	500,00 €	Le repliement et la remise en état des lieux sont inclus dans le délai d'exécution
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité des riverains	Jour calendaire	500,00 €	Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité des riverains, des automobilistes, du personnel de l'entreprise ou de tout autres personnes situés dans l'emprise du chantier ou à proximité de celui-ci
Salissures sur voiries publiques en dehors de la zone du chantier	Jour calendaire	500,00 €	Non-respect des prescriptions relatives à la salissure des voiries publique en dehors du chantier

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

La langue utilisée sur le chantier sera le Français.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 - Dérogations

L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG - Travaux